



Le discours sur la protection du patrimoine en Turquie des *Tanzimat* à nos jours

The discourse on heritage protection in Turkey from the Tanzimat era to the present day

Stéphane Yerasimos

Traducteur : Jean-François Pérouse



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5090>

DOI : 10.4000/ejts.5090

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Stéphane Yerasimos, « Le discours sur la protection du patrimoine en Turquie des *Tanzimat* à nos jours », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 19 | 2014, mis en ligne le 16 décembre 2014, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5090> ; DOI : 10.4000/ejts.5090

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Le discours sur la protection du patrimoine en Turquie des *Tanzimat* à nos jours

The discourse on heritage protection in Turkey from the Tanzimat era to the present day

Stéphane Yerasimos

Traduction : Jean-François Pérouse

NOTE DE L'ÉDITEUR

Publié initialement dans la revue *İstanbul Dergisi*, (dans son numéro 54 de juillet 2005) sous le titre “Tanzimattan Günümüze Türkiye’de Kültürel Mirası Koruma Söylemi”, il s’agit du texte d’une des dernières conférences prononcées par Stéphane Yerasimos, Stambouliote invétéré, conseiller pour l’UNESCO à plusieurs reprises. Destinée à un public turc, cette conférence comportait de longues citations en turc ottoman que nous n’avons pas toujours intégralement traduites, les termes ottomans d’une immense richesse et bigarrure étant cités pour eux-mêmes, et ne souffrant pas l’inévitable aplatissement que représente la traduction. À portée surtout informative, révélant toute l’érudition de son auteur, ce texte présente l’intérêt d’aller au-delà des coupures habituelles (et contraignantes) de l’histoire politique.

- 1 (...) [D]ans un document officiel émanant du ministère de l’Intérieur, daté du 9 septembre 1890, la nécessité de « nettoyer la place de Sultanahmet de tout ce qui porte atteinte à son suprême raffinement et, ce faisant, de mieux mettre en ordre et en valeur l’environnement des œuvres anciennes » est soulignée. Cet aménagement, en fait, ne sera réalisé qu’entre les années 1899 et 1901, au moment de l’érection de la fontaine de l’Empereur Guillaume II. Ensuite, par une décision du 7 octobre 1894, l’autorisation est donnée de prélever des pierres des remparts pour la restauration de l’Obélisque dit de Théodose, sans doute endommagé par le tremblement de terre de 1894. Et dans le

rapport daté du 10 août 1894, écrit à propos de la reconstruction du Grand Bazar ayant souffert du même séisme, on note une phrase fort intéressante :

Compte tenu de la nécessité de conserver ce bazar à titre d'antiquité, Son Excellence le Padicha a considéré opportun de recourir aux techniques les plus avancées de la science architecturale urbaine pour la reconstruction (...).

- 2 Bien que l'expression « choses antiques » ne fût pas utilisée à l'époque pour les œuvres ottomanes, certaines mesures de conservation ont été prises à l'occasion. Par une décision du Conseil d'État, on a par exemple renoncé à déplacer le mur effondré du cimetière de l'école d'Iskender Pacha à Sultanahmet ; de même qu'il a été décidé de laisser en place le mur de la mosquée Hâcî Bayram Haftânî à Aksaray (qui est tel quel encore actuellement).
- 3 Enfin, à la suite de l'adoption d'un nouveau règlement sur les œuvres antiques, en 1906, il est décidé, « en vue de la protection des œuvres d'art et des beaux bâtiments », de transférer au Musée des antiquités « un cinquième des frais d'autorisation pour les constructions ou les réparations d'un montant de 30 000 kuruch et plus ». De la sorte, pour la première fois, des ressources étaient dégagées pour la protection.

I. La période de la Constitution et le concept de « Monument national »

- 4 En Europe la protection des monuments se développe au XIX^e siècle parallèlement à la mise en place des États-Nations. Les monuments qu'ont dressés les ancêtres donnent la possibilité à la nation d'avoir des prétentions sur le territoire où ces monuments ont été érigés. Comme il était impossible que ce point de vue ne gagnât pas en audience dans un Empire ottoman en prise avec les vents de plus en plus déchaînés du nationalisme, il apparaît fort normal qu'il ait été développé par l'architecte en chef du ministère de la Guerre depuis 1901, Kemalettin Bey, qui avait fait ses études supérieures en Allemagne.
- 5 Kemalettin Bey, dans un article paru le 25 décembre 1908 dans la revue *İstişare*, emploie pour la première fois, à notre connaissance, l'expression « antiquités islamiques ». Mais il les définit de la sorte :
Elles sont instituées comme la preuve historique et l'empreinte immortelle de la civilisation turque. (...) Elles ont une importance cruciale et un caractère sacré pour la nation ; (...) les efforts nécessaires pour la protection de ces œuvres, le labeur permanent requis, nous permettront d'établir l'ancienneté de notre nation et notre existence comme civilisation.
- 6 Le principal objectif de Kemalettin Bey dans ce texte est en fait la création d'une unité « Protection et Restauration » au sein du ministère des Fondations.
Le but est de souligner et de proclamer quelle importance nationale revêt "L'Organisation pour la Protection et la Restauration" (...). Cette structure sera divisée en deux sous-ensembles ; l'un sera chargé du suivi et de la protection des bâtiments la plus minutieuse, perfectionniste et respectueuse de l'état originel (...), l'autre, de l'ensemble des travaux de restauration des œuvres précieuses mais à l'abandon, dans la plus grande fidélité aux formes premières.
- 7 Par-là, Kemalettin Bey pose pour la première fois les principes de la protection ; or juste après la chute d'Abdülhamid II, il est nommé architecte en chef du ministère des Fondations, en mai 1909.

- 8 À la même époque, avec la proclamation de la Constitution, il est décidé d'accélérer les projets d'aménagement à Istanbul ; c'est dans ce contexte, comme en réaction à ces initiatives, que les réflexes de protection se sont précisés. Ziver Bey, chef de la municipalité entre août 1908 et mars 1909, décide de faire venir de France Joseph-Antoine Bouvard, architecte de la ville de Paris. En réaction à cette idée, l'ingénieur Mehmed Galip, dans une lettre ouverte adressée au maire publiée par le journal *Tanin* du 25 décembre 1908, s'oppose à la venue de Bouvard et affirme que la priorité est de dresser une carte de la ville, chose que les ingénieurs locaux sont en mesure de réaliser. Là-dessus, le 2 août 1909, le frère d'Osman Hamdi Bey (fondateur du Musée archéologique d'Istanbul, NDT), Halil Edhem Bey, est nommé maire. Osman Nuri, dans son livre intitulé « Les maires d'Istanbul », écrit à ce propos :

Au moment où l'on cherchait un maire qui à la fois, eu égard à la nécessité de ne pas sacrifier à l'aménagement d'Istanbul les œuvres anciennes, ait conscience de la valeur esthétique et historique d'Istanbul et ait également vu les aménagements réalisés en Europe, c'est tout naturellement que l'on pensa à Halil Bey.

- 9 Ce faisant, un mois après que Halil Bey a pris ses fonctions à ce poste, la nouvelle de la décision de détruire les murailles d'Istanbul retentit dans les journaux de la ville. Sans attendre, une campagne de protestation fut conduite dans le journal *Stamboul* à l'initiative de byzantinistes, le Dr. Mordtmann en premier lieu, rejoint par Charles Diehl. On ne sait pas exactement quelle fut la position et le comportement de Halil Bey sur cette question. Il est difficile de démêler racontars et vérités. Cependant au mois de septembre, un ingénieur de la ville de Lyon, André Auric, fut appelé à Istanbul et nommé à la direction de la Commission des Affaires Techniques. De plus, pour dresser le plan de la ville, un accord fut signé le 20 novembre avec une entreprise française afin de mener les premières études topographiques. Tout ceci se déroula sous le mandat de Halil Bey.
- 10 Le 15 juillet 1911 est fondée la « Société des Amis d'Istanbul ». Parmi les membres fondateurs on note, entre autres, des personnes comme le directeur du Musée (archéologique) d'alors; Halil Edhem Bey et son assistant, Makridi Bey; l'architecte Vedat Bey; le Prince Saïd Halim Pacha, alors Président du Conseil d'État; le directeur général de la Banque ottomane, M. Revoil; Ahmed Midhat ou Dikran Kelekyan. Le rapport d'activités annuel de la société daté du 11 juin 1912 énumère les actions réalisées durant l'année écoulée. Citons d'abord le sauvetage de la médressé Feyzullah Efendi (actuelle Bibliothèque Nationale), dont la destruction avait été envisagée dans le cadre de l'ouverture de la voie du tramway *şehzâdebaşı-Edirnekapı*. Sur ce point, des remerciements sont adressés à Mme Bompard, femme de l'ambassadeur de France, pour l'aide apportée. Celle-ci en effet, se serait intéressée à la médressé Ebu'l-Fazil Mahmud Efendi et aurait demandé sa protection aux autorités concernées. La médressé, par la suite, sera détruite au moment de la construction de l'Hôtel de Ville. Ceci mis à part, mentionnons aussi les soins apportés aux murailles d'Istanbul; le sauvetage du Palais de Boucoléon; les relevés du *yalı* des Köprülû, avec l'aide de la femme de l'ambassadeur anglais de l'époque; le nettoyage des baraques et mauvaises herbes de la forteresse de Rumelihisar; ou l'initiative de l'édition d'un guide d'Istanbul... Par ailleurs, des remerciements sont formulés à l'adresse de Charles Diehl et de l'historien de l'art français Jean Richepin, auteur d'articles sur la Société dans le journal *Le Figaro*.
- 11 Comme on vient de le voir, la période 1908-1914 est très mouvementée, tant en ce qui concerne le réaménagement d'Istanbul que les réactions à cette entreprise de

modernisation. Le « Règlement sur la Protection des Monuments » adopté le 30 juillet 1912 parle pour la première fois des bâtiments. Cependant, il ne définit clairement que les édifices défensifs ; le reste étant regroupé sous la catégorie vague de « lieux et œuvres » ; en outre, le règlement ne fait pas mention d'aucune procédure de classement à entreprendre. Quant au document du 19 février 1913, il établit que « des dégâts ont été causés à des œuvres et bâtiments anciens pendant les travaux d'élargissement des voies (ou d'autre nature) réalisés pourtant sous l'égide des départements compétents de la municipalité » et formule le souhait que de tels travaux ne soient plus entrepris sans stricte autorisation.

- 12 Le fait que Cemil (Topuzlu) Pacha, maire entre août 1912 et novembre 1914, soit un partisan ferme de la modernisation contribua passablement à aviver la querelle entre modernistes et conservateurs.
- 13 Dans son allocution du 19 novembre 1913 devant l'assemblée municipale, Cemil Pacha évoque les voies et les places alors en cours d'aménagement. La réponse faite par l'assemblée à ce discours modernisateur est intéressante, puisqu'elle souligne la nécessité de déployer tous les efforts pour « toujours conserver les caractères propres à l'Orient et au monde ottoman lors des travaux qui seront réalisés ». De même, dans le courrier d'un lecteur publié dans le *Tasvir-i Efkar* du 9 décembre 1912, on voit bien les efforts déployés par le ministère des Fondations pour éviter que soit détruite la médresse Ebu'l-Fazl Mahmud Efendi, obstacle au tracé du tramway Sehzâdebasi-Edirnekapi. Moderniste, il estime qu'il ne « faut pas hésiter devant le sacrifice de cette médresse, qui ne constitue en rien une faute irréparable ». Kemalettin Bey répondra à ce courrier dans la revue *Türk Yurdu* datée du 20 janvier 1913 :

(...) chaque Ottoman devrait ressentir en conscience une intolérable blessure à la moindre atteinte portée aux antiquités nationales. Et alors que depuis déjà longtemps dans les pays civilisés ce type de violence est proscrit, chez nous, même parmi les gens de lettre, il demeure toléré... (...) Combien de destructions douloureuses a déjà causé le tramway à Istanbul ! Combien d'œuvres importantes il a détruit déjà ! Au fur et à mesure qu'on observe tout cela (...) on se met à haïr ce mode de transport qui annihile et détruit l'essence de cette ville renommée.

- 14 Profitant de sa position au ministère des Fondations, à cette époque, Kemalettin Bey s'est fait le défenseur le plus ardent de la pensée « protectionniste » à travers ses écrits publiés dans la revue *Türk Yurdu* :

Malheureuse Istanbul ! Eh, ville la plus magnifique de l'islam (...) Ils sont en train de t'enterrer sous des voies abondantes et immondes, tristes et angoissantes, ceux qui veulent ouvrir des tranchées d'une extrémité à l'autre de la ville, portant atteinte à ton caractère sacré sans égal, coupant tes arbres centenaires, brisant les os des morts. Et tout ça pour que les ingénieurs du tramway électrique puissent faire passer aisément et à moindre prix leurs rails et leurs engins... !

- 15 En même temps Kemalettin Bey se dresse contre les tendances modernistes de l'urbanisme en Europe :

Les projets du célèbre Baron Hausmann ont détruit Paris à l'époque de Napoléon III. Et la splendeur du vieux Paris s'en est allée pour l'éternité. Berlin aussi a été victime du même fléau et s'est enlaidie de bâtiments rectilignes, larges et monotones. (...). Pourquoi nous refusons-nous à profiter de ces douloureuses expériences européennes pour penser l'aménagement d'Istanbul ? Pourquoi cherchons-nous à détruire notre ville en recourant à des façons dont les Européens ont finalement compris, après les avoir appliquées un temps, qu'elles étaient inexactes ? (...) Nous nous sommes lancé dans l'aménagement de cette ville si importante qu'est Istanbul, avec manque de professionnalisme et ignorance, et

nous continuons avec un entrain incroyablement ridicule, que nous risquons de regretter amèrement (...).

- 16 Pourtant, ce Kemalettin Bey que nous voyons à travers ces lignes en pionnier de la pensée protectionniste en Turquie est aussi celui qui construit le 4e *Han* du Vakıf en lieu et place de l'*imaret* d'Abdülhamid Ier. Quant à la construction du 6e *Han* du Vakıf, envisagée entre la Colonne de Constantin (Çemberlitas) et la mosquée Atik Ali Pacha, ce sont les protestations de la Société des Amis d'Istanbul contre ce projet, après que le chantier a été engagé, qui ont abouti à son ajournement définitif. Kemalettin Bey n'était pas membre de cette société. Autant qu'on puisse le saisir, à cette époque, la querelle modernistes/protectionnistes et occidentalistes/turcistes battait son plein. Le maire Cemil Pacha était moderniste et occidentaliste, mais les Amis d'Istanbul, parmi lesquels comptait l'architecte Vedat Bey, étaient à la fois protectionnistes et occidentalistes, comme le montraient leurs relations avec les femmes d'ambassadeurs. Kemalettin Bey, pour sa part, était à la fois protectionniste et turciste. Mais alors que son turcisme était évident, compte tenu qu'il se tenait de plus en plus proche du parti Unioniste, son protectionnisme, quoiqu'indubitable, était moins frappant.
- 17 En 1914, avec le début de la guerre, André Auric rentre en France et à sa place est nommé Kemalettin Bey comme conseiller à la Commission des affaires techniques. Ce dernier, de la sorte, s'est trouvé à une position centrale au sein de la politique d'aménagement tout au long de la guerre. Dans une décision de la Commission des affaires techniques du 7 juin 1916 relative à la parcellisation, il est ainsi stipulé :

On n'autorisera pas la parcellisation à des fins de construction dans les endroits à l'état de forêt dévoués à l'agrément du peuple, qu'il s'agisse de parcs ou de pinèdes, dans les endroits qui possèdent des antiquités ou des sources en eau, ainsi que dans les lieux de pèlerinage, bref dans tous les lieux d'intérêt public.
- 18 Cependant, entre ce que préconisait cette décision et la réalité des pratiques, l'écart constaté a été considérable, comme le laisse clairement entendre un document du ministère de l'Intérieur daté du 23 Mars 1917 :

Les antiquités de notre nation, ces derniers temps, ont été l'objet de destructions qui dépassent l'entendement (...) au mépris complet des Règlements sur les Antiquités et la Conservation des Monuments. (...)
- 19 Là-dessus, le ministère de l'Enseignement, par une décision datée du 9 mai 1917, considère souhaitable la création d'un « Conseil permanent à même de penser aux mesures qui permettraient de sauver les Antiquités » des exactions auxquelles elles sont exposées. Cette institution s'est réunie pour la première fois le 31 mai 1917. Parmi ses membres on remarque le directeur des musées, Halil Edhem, Kemalettin Bey, le Dr Nazim, du comité central du parti Unioniste et Celâl Esad (Arseven). Cette commission a existé jusque dans les années 1950 où elle s'est alors transformée en « Conseil des Anciens Biens immobiliers et des Monuments ». Enfin, pour mieux comprendre encore les points de vue de l'époque en matière de protection, on peut se référer à un article de l'architecte Mazhar Bey, paru dans la revue *Dergâh* du 1er juin 1917 et intitulé « L'aménagement d'Istanbul et la Protection des Œuvres Anciennes » :

La tendance à imiter l'Europe qui s'est répandue dans le pays à l'époque des *Tanzimat*, dans un contexte d'érosion généralisée des valeurs, a fait un bond en avant du temps du défunt Sultan Abdülaziz, tant le manque de discernement était grand ; dès lors, tout ce qu'on considérait comme venant des Européens nous était systématiquement agréable. (...) Or pour faire aimer notre pays à notre peuple, pour le mieux faire connaître, pour susciter le respect pour notre nation chez les autres nations, il est indispensable de protéger avec soin nos monuments.

Malheureusement, les responsables politiques hypocrites et dépourvus de sens nationaliste de l'époque des *Tanzimat*, à un moment où ce genre de trahison était monnaie courante, souhaitant faire ressembler Istanbul à Paris, après avoir vu la ville avec ses avenues rectilignes et larges, ont comme importé l'ingénieur Hausmann. Ils ont même commencé à ouvrir un boulevard à la hauteur de Sainte-Sophie. (...)

- 20 La légende de Hausmann, très en vogue à cette époque, se retrouve d'ailleurs dans de nombreux écrits ultérieurs. En vérité, le baron Hausman serait venu à Istanbul, après avoir été démis de ses fonctions de préfet de Paris en 1873, pour conduire des négociations à propos d'une concession ferroviaire pour le compte du banquier Pereire ; mais nous ne disposons d'aucune information, que l'on se reporte à ses mémoires ou à d'autres sources, sur son éventuelle implication dans de quelconques projets d'urbanisme.

II. Le discours sur la protection et les projets lors de la première période de planification

- 21 Lors de la période d'occupation et pendant les premières années de la République, l'aménagement d'Istanbul et, par conséquent, les questions de protection ont cessé de faire partie des préoccupations principales. Ce n'est qu'au début des années 1930, après qu'Ankara a été doté d'un plan de construction, qu'on se mit à reparler d'Istanbul. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer qu'en octobre 1931, la première page du premier numéro de la première revue d'architecture de la Turquie républicaine, *Mimar*, soit directement consacrée, sous la plume de Alişanzâde Sedat Hakkı (Eldem) au thème « Istanbul et l'urbanisme ». Le propos de l'auteur peut être résumé en trois points :

Dans ce type de villes, la mission de l'urbaniste est toujours extrêmement délicate. En effet, d'un côté il doit suivre et s'approprier les évolutions de son siècle et de l'autre il doit protéger les monuments célèbres.

La protection de ces monuments ne se limite pas à préserver de la ruine le seul monument. L'environnement de ces monuments, dans la mesure du possible, doit, soit être protégé lui aussi, soit être réaménagé d'une manière qui ne compromette pas la beauté du monument en lui-même.

Mais dans notre pays on croit qu'un bâtiment qui n'appartient pas aux Fondations pieuses n'est pas une antiquité qui mérite d'être protégée. Pour cette raison de très nombreux bâtiments ont été détruits à Istanbul. Il s'agit soit de vieilles maisons soit de *yalı*. Leur valeur ne réside pas dans leur ancienneté, mais dans le fait qu'il s'agit de témoins, chacun tellement raffiné, de l'art turc.

- 22 L'idée de protéger le monument dans son environnement et de prendre en compte dans la protection, outre les seuls bâtiments monumentaux, les tissus urbains et les habitations ordinaires faisait partie des nouveaux thèmes de l'urbanisme européen durant ces années. Sedat Hakkı, qui avait fait son tour d'Europe de deux ans après avoir terminé l'École des Beaux-Arts en 1928, était influencé par ces idées mais il se trompait sur l'avenir d'Istanbul, pensant qu'il serait aisé de conduire une politique de protection dans une ville désormais un peu « déclassée », après la promotion d'Ankara au rang de capitale politique (en 1923). Comme la majorité des autres urbanistes de l'époque, Sedat Hakkı n'a pas anticipé la croissance démographique spectaculaire qui allait survenir après 1945. Dans le même écrit de 1931, Sedat Hakkı évoque le *yalı* d'Amcazâde Hüseyin Pacha :

Je souhaiterais dire un mot du *yali* de Hüseyin Pacha. Ce *yali* est dans un état de ruine avancé, et tant qu'on ne saura pas clairement qui va se charger de sa restauration, les risques pour qu'il finisse rapidement dans le Bosphore sont grands. Ce serait une perte irréparable. Il ne faut pas lésiner sur les moyens pour protéger ce *yali*.

23 Ce *yali*, que dès 1912 la Société des Amis d'Istanbul avait cherché à protéger et dont elle avait publié les relevés avec l'aide de la femme de l'ambassadeur d'Angleterre de l'époque, était encore à l'état d'abandon en 2005. Ceci montre bien le fossé qui peut exister en Turquie entre discours et pratiques en matière de protection des monuments.

24 La même revue *Mimar* a aussi publié une esquisse intéressante d'un nouveau plan pour la péninsule historique d'Istanbul ; plan préparé par les étudiants et qui prétend refléter les idées des enseignants, dans le cadre d'un séminaire donné par Ernst Egli — premier à enseigner l'urbanisme au sein de l'Académie des Beaux-Arts, dont Sedat Hakki était diplômé—, durant l'année universitaire 1931-1932. L'explication donnée de ce plan en damier qui recouvre plus ou moins toute la péninsule historique est la suivante :

Nous voyons dans ce plan (...) le caractère futuriste revêtu par notre étude conçue en fonction des principes les plus avancés de l'art de l'urbanisme contemporain. On a concentré tous les logements sur le côté sud, face à la mer de Marmara. La Corne d'Or a été transformée en un port libre et les rives de celle-ci ont été dévolues à l'industrie. Sur les hauteurs qui dominent la Corne d'Or, au-dessus des zones industrielles, on a fait des maisons pour ouvriers. (....)

25 L'année suivante, apprenant qu'allaient concourir pour le plan d'aménagement d'Istanbul Alfred Agache, Hermann Elgöztz et Jacques-Henri Lambert, Burhan Arif s'est violemment opposé au recours à des étrangers, dans un article intitulé « Architecte urbaniste » de la même revue *Mimar*. Cet article était assorti de deux documents fort intéressants. Le premier est une photographie aérienne représentant l'espace entre les mosquées de Süleymaniye et de Beyazıt, commentée de la sorte :

Les places ouvertes entre les deux joyaux uniques que sont ces mosquées sont des éléments disproportionnés qui jurent par rapport à leur environnement. Il n'y a pas d'exemple plus probant de l'échelle propre à la culture turque de nos villes, qui ne peut être mêlée avec l'échelle européenne totalement inadaptée.

26 (...) Le deuxième document est un plan d'urbanisme qui couvre l'extrémité de la péninsule historique et Galata ; tout cet espace est recouvert d'un plan en damier, avec des avenues larges...

27 À partir de ces exemples, on comprend qu'à cette époque la conservation n'était pas comprise comme un devoir de transmettre aux générations futures les bâtiments et le tissu ancien hérités des générations précédentes, mais qu'il s'agissait plutôt d'une question d'identité et d'appartenance. Dans ces conditions, il paraissait suffisant de produire un discours visant à prouver cette identité. La personne qui avait donné des gages sur son appartenance était dès lors en quelque sorte autorisée à utiliser les héritages comme elle l'entendait, à les remodeler, voire même à les détruire.

28 Les premiers urbanistes ayant réalisé des rapports pour Istanbul, et en particulier ceux issus de l'école française, avaient souhaité appliquer leurs propres principes relatifs à la protection. Ainsi Alfred Agache, dans la partie de son rapport intitulée « Antiquités et monuments » écrit :

Ces vestiges artistiques, historiques, ne doivent pas être montrés dans toute leur sèche nudité. Comme à Rome et comme on commence à le faire aussi en Grèce, il faut les entourer de beaux jardins et d'agréables paysages (...).

- 29 (...) Mais dans bien des cas, dans cette vision des choses, le tissu urbain fait les frais de ces dégagements monumentaux. Henri Prost, qui a réalisé le plan d'aménagement d'Istanbul en 1937 et a été chargé de son application jusqu'en 1951, se situait dans la même lignée. Ainsi dans son plan d'aménagement d'Eminönü daté de décembre 1943-janvier 1944, il propose de conserver uniquement la mosquée Yenicami, le Bazar Égyptien, la mosquée Rüstem Pacha et le *han* qui la jouxte ; tout le reste est voué à disparaître, au profit d'un tissu aéré comprenant de nouveaux bâtiments de grande taille et de larges avenues. De la même manière, le projet de transformer une partie du *bedesten* Sandal en station de métro et d'en ouvrir une autre à la circulation automobile, constitue un exemple supplémentaire de la conception de la protection en vigueur à l'époque.

III. Le discours sur la protection à l'époque de l'exode rural et de l'urbanisation accélérée

- 30 Avec le début de l'exode rural à la fin des années 1940 et l'urbanisation accélérée qui en résulte, la question du logement est devenue la première préoccupation dans des villes qui n'étaient pas préparées à ces bouleversements ; de ce fait, la question de la conservation fut reléguée au second plan. Dans ce contexte, les destructions opérées dans la deuxième moitié des années 1950 pour l'ouverture des grandes avenues à l'intérieur de la vieille ville, ont eu pour conséquence la disparition quasi intégrale du tissu qui avait été épargné par les remaniements après incendies ainsi que la destruction d'un grand nombre d'oeuvres. Cependant, l'intérêt pour la protection des villes manifesté en Europe a commencé à gagner du terrain et, avec le développement du tourisme, l'idée de protéger les héritages passés dans la perspective de favoriser cette économie s'est peu à peu imposée. André Gutton, président du Comité « Urbanisme » de l'Union Internationale des Architectes (UIA) invité à Istanbul en 1959, avance ainsi ces idées dans son rapport de mission :

(...) Dans cette ville historique, une des activités d'avenir est le tourisme. Celui-ci pourra même être l'industrie de cette ville historique. Par conséquent, sacrifier un seul des monuments au nom de l'efficacité est une idée fausse.

- 31 Influencé par ce rapport et par la conférence donnée par Gutton, Turgut Cansever procéda aux commentaires suivants dans la revue *Arkitekt* :

Les avertissements de A. Gutton nous paraissent de la plus grande utilité. En effet, ce qu'il a souligné montre bien que les destructions opérées renvoient à l'absence de personnes suffisamment éduquées pour comprendre à quel point l'architecture civile turco-ottomane était le produit d'une culture suprêmement évoluée, mais aussi au fait que se sont trompés les étrangers et tous ceux qui étaient obsédés par la seule quête d'un confort urbain rudimentaire, ainsi que tous les fanatiques qui au cours du XIX^e siècle se sont efforcé de faire ressembler les villes turques à des villes occidentales.

Ceux qui ont considéré que les quartiers turcs n'étaient que de vieilles décharges et qui ont cru qu'il suffisait de porter une cravate pour être civilisé, ce sont ceux qui n'ont pas su discerner la valeur de l'art dans ce qui paraissait démodé.

... Il faut se rappeler et ne pas oublier les propos d'André Gutton, qui sonnent comme un avertissement sévère, sur le fait que nous avons le privilège et le devoir

de conserver la beauté de ces œuvres anciennes et raffinées, dans cette ville d'Istanbul où convergent diverses cultures avec une richesse sans égale ailleurs au monde.(...)

- 32 Ici Turgut Cansever, s'affranchissant intégralement des questions identitaires, opère un lien avec le discours de Kemalettin Bey. Cependant, tout en faisant allusion à la transmission aux générations futures et en évoquant les responsabilités des générations présentes, il fait preuve d'une conception de la protection qui nous semble plus avancée.

- 33 Et le plan d'aménagement au 1/5000 pour la péninsule historique, daté de 1964, offre les premiers signes des effets de ce discours, qui se concrétiseront davantage par la suite.

Ce secteur de notre ville, centre d'art et de culture depuis des siècles, au même titre que le Bosphore, est l'expression la plus évidente de notre histoire et le terrain le plus prometteur pour le développement du tourisme. Istanbul, parmi les villes du monde, occupe une place très particulière et importante (...). La protection des biens historiques, culturels et touristiques de la Péninsule doit devenir notre principale priorité.

- 34 Dans le rapport d'activité 1971-1972 du Bureau du Plan d'Aménagement du Grand Istanbul, les premiers efforts en vue de mettre en place un plan de protection de la Péninsule sont relatés en ces termes :

Ce secteur comprend une grande densité d'œuvres d'art et des biens culturels laissés derrière elles par les différentes civilisations. Le projet proposé se veut en harmonie avec les qualités de ce tissu urbain à peine mis à mal, et ménage la silhouette sans pareil qui symbolise Istanbul, les différentes perspectives et les différents espaces internes à la Péninsule.

(...) Les recherches préalables à l'élaboration du nécessaire plan de protection, mesure à prendre en cette période de transition, ont été confiées au professeur Doğan Kuban, de l'Université Technique d'Istanbul, qui a préparé une esquisse et un rapport.

De la sorte, sur la base de ce rapport, des travaux très détaillés ont été entrepris, d'abord sur la Péninsule historique et sur le centre d'Eyüp. (...)

- 35 Il n'est sans doute pas inutile de rappeler qu'en 2005, la procédure de ratification des plans de protection était encore très insuffisamment définie.

- 36 Entrée en vigueur le 20 juillet 1972, l'année où a été signée la convention de l'Unesco sur la Protection du Patrimoine Culturel et Naturel mondial, la nouvelle loi sur la Construction, dans son article additif 6, contient certaines mesures relatives à la conservation des *han*, des *hammam*, des caravansérails, des *konak*, des *yalı*, des maisons, des hôpitaux, des lieux de culte présentant une valeur historique et des constructions anciennes ou œuvres d'art historiques dignes d'intérêt, ainsi que des fontaines, anciennes rues et petites places formant un tout avec ces monuments.

- 37 D'ailleurs, la revue *Mimarlık* a consacré son numéro d'août 1973 à la « question de l'environnement historique ». La déclaration, rédigée par une commission formée par la Chambre des Architectes —dans laquelle figuraient Tuğrul et Necva Akçura, Afife Batur et Doğan Kuban— et envoyée à la 4e Conférence des Architectes des Balkans, série les questions de protection de la manière suivante :

Les problèmes de protection en Turquie ont des fondements totalement différents de ceux des pays occidentaux. Nous prétendons que les pays occidentaux protègent leurs vestiges historiques comme les signes tangibles de leur unité nationale et de leur permanence. Or la Turquie est encore indécise quant à ses origines culturelles. Doit-elle les référer au concept de turcité, à l'Islam ou bien à la culture anatolienne

considérée comme une synthèse de différents apports ? (...)

D'un autre côté, il nous faut sensibiliser notre peuple, enclin depuis si longtemps à croire que l'ancien est sans intérêt, et que le neuf et le moderne, même s'il s'agit d'imitations, sont bien plus intéressants. Dans ce contexte, une politique de conservation menée avec cohérence par l'État et une continuité dans l'application de cette politique sont des atouts indispensables.

On peut aussi s'arrêter sur certains aspects techniques qui entravent la bonne conduite d'une politique de protection. La grande majorité des bâtiments qui constituent les quartiers historiques sont en bois. Leur protection, restauration et surtout leur transformation fonctionnelle sont plus difficiles que pour les bâtiments en pierres.

La population urbaine de la Turquie augmente de 6 à 7 % par an. Cette rapide croissance engendre un besoin de logements de plus en plus pressant. L'insuffisance du développement des infrastructures et des systèmes de transport oriente en majeure partie ce besoin en logements vers les zones déjà urbanisées. (...)

- 38 Cette déclaration qui explique ces problèmes de la manière dont on les pose de nos jours, peut être considérée comme l'amorce de la conception moderne de la protection en Turquie. (...) En fin de compte, l'histoire de la protection, ou plutôt du discours sur la protection, au-delà du sujet de la protection en lui-même, comprend bien des enseignements sur les changements de mentalité et les recherches identitaires en Turquie.

INDEX

Keywords : Tanzîmât, heritage, heritage management, monument, Europeanization, protectionism, Istanbul

AUTEURS

STÉPHANE YERASIMOS

1942-2005